

Après le 9 février, comment sortir de l'impasse ?

L'adoption par le peuple et les cantons de l'initiative de l'UDC sur l'« immigration de masse » pose à la Suisse des problèmes trapus.

Les Verts se battent contre les forces qui veulent limiter l'immigration en réduisant les droits des migrants, comme le droit au regroupement familial.

On ne sait pas encore si la Suisse parviendra à trouver un moyen d'appliquer l'initiative de l'UDC qui ne conduise pas l'Union européenne à résilier les accords bilatéraux. Les Verts ne sont pas rassurés



Alliance contre Ecopop

Rejoignez-nous !

Le lendemain de l'acceptation de l'initiative sur l'immigration de masse, les Verts ont lancé le projet d'une alliance pour une Suisse ouverte. Les citoyennes et les citoyens peuvent y adhérer par une simple signature.
Voyez www.non-a-ecopop.ch



Le 1^{er} mars, sur la place fédérale à Berne, 12'000 personnes se sont rassemblées pour manifester leur engagement en faveur d'une Suisse ouverte et solidaire. Une soixantaine d'organisations se sont associées à l'événement. Et les Verts, naturellement, étaient de la partie.

rés par le slalom du Conseil fédéral après le 9 février. À peine le président de la Confédération, Didier Burkhalter, avait-il déclaré que la victoire de l'initiative de l'UDC n'empêcherait pas la Suisse de ratifier l'accord de libre circulation avec la Croatie, que la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga décidait du contraire en bloquant le processus de ratification. On connaît la suite: l'Union européenne a immédiatement pris des mesures de rétorsion, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la recherche et de la culture (freins à Erasmus +, à Horizon 2020 et à l'aide au cinéma).

L'accord avec la Croatie doit être ratifié

Il est clair pour les Verts que la Croatie, membre de l'Union européenne, ne doit pas être discriminée par rapport aux autres Etats membres. Si une solution peut être trouvée avec l'Union européenne, elle doit aussi être applicable à la Croatie. On ne peut pas faire porter à ce petit pays seul le fardeau du frein suisse à l'immigration! La non-ratification de l'accord avec la Croatie est d'autant plus absurde que cet accord prévoit un système de contingents contraignant pour les cinq prochaines années au moins, alors que le délai de mise en œuvre de l'initiative s'étend sur trois ans. Les Verts sont convaincus que la signature de l'accord avec la Croatie permettrait aux négociations avec l'Union européenne de sortir de l'impasse. C'est le sens d'une motion qu'a immédiatement déposée le groupe des Verts au Conseil national.

La politique misérable du Conseil fédéral ne peut conduire qu'à un durcissement des relations avec l'Union européenne. Quant au petit jeu visant à faire revoter le peuple et les cantons dans l'espoir qu'ils défassent leur décision du 9 février, il serait irresponsable. Un nouveau vote sur les contingents, s'il se révèle nécessaire, ne trouvera grâce devant le souverain que si les autorités fédérales s'engagent sérieusement pour répondre aux préoccupations qui se sont exprimées le 9 février.

Restaurer la confiance

Pour retrouver la confiance d'une majorité populaire, les partis bourgeois doivent, sans tergiverser, prendre en considération les soucis de la population. À persévérer dans la dilution de l'initiative sur les résidences secondaires et dans l'application molle de la nouvelle loi sur l'aménagement du territoire, ils joueront le jeu des milieux qui trouvent commode de rendre les étrangers responsables de tous nos maux. On attend plutôt d'eux qu'ils collaborent à l'amélioration des mesures d'accompagnement sur le marché du travail, à la lutte contre la hausse explosive des loyers dans les centres urbains et à la promotion du logement abordable.



Balthasar Glättli
Conseiller national, président du groupe des Verts